

350

LIGNES DE BUS MODIFIÉES EN DEUX ANS EN ÎLE-DE-FRANCE

Le réseau de bus parisien, inchangé depuis les années 1950, et celui de la grande couronne sont progressivement restructurés et renforcés par la région Ile-de-France en collaboration avec les collectivités territoriales. En grande couronne, où la

fréquentation sur le réseau devrait augmenter de 4,5 millions de voyageurs par an, 26 nouvelles lignes vont être renforcées. Cela va se traduire par davantage de bus aux heures de pointe ainsi qu'aux heures creuses de semaine et le week-end.



AFP

Algues vertes : l'Etat condamné à payer

BRETAGNE. Le tribunal administratif de Rennes a condamné l'Etat à payer 556.509 euros à Saint-Brieuc Armor Agglomération pour les opérations de ramassage, de transport et de traitement des algues vertes qu'elle a entreprises au cours des années 2014, 2015 et 2016. Le tribunal juge que l'Etat n'a pas mis en œuvre la réglementation.

Kem One accélère son redressement et le remboursement de ses créanciers

NOUVELLE-AQUITAINE

Le groupe chimique Kem One a remboursé par anticipation les créances de ses fournisseurs.

Vincent Charbonnier
— Correspondant à Lyon

Alain de Krassny a réussi son pari. L'industriel français a redressé Kem One plus rapidement qu'il ne l'avait envisagé lors de la reprise du groupe chimique lyonnais en décembre 2013. Le résultat dégage cette année par le fabricant de produits vinyliques lui a permis de rembourser par anticipation, le 22 janvier 2018, les créances des fournisseurs, avec plus de trois ans d'avance sur le plan présenté au tribunal de commerce de Lyon.

Le chef d'entreprise projette même d'aller plus loin et de rembourser l'avance remboursable d'un peu plus de 80 millions d'euros consentie par l'Etat. Une avance devenue une « charge » au regard du taux de 3,5 % contacté il y a quatre ans. En quatre ans, Kem One a opéré un retournement rapide. Alors que le groupe lyonnais perdait quelque 100 millions d'euros lorsqu'il était



Le groupe chimique va investir 300 millions d'euros en quatre ans. Photo Kem One

géré par l'Américain Gary Klesch, il a enregistré un résultat net de 50 millions et un Ebitda de 100 millions en 2017 pour un chiffre d'affaires de 900 millions d'euros. Pour 2018, Alain de Krassny se fixe des objectifs ambitieux : 100 millions de résultat et 170 millions d'Ebitda.

Ce retournement est dû à une conjoncture favorable, notamment dans le bâtiment, le principal débouché des produits de Kem One, et à une politique active d'investissement. A lui seul, le changement de l'électrolyse de Lavera dans les Bouches-du-Rhône a généré « 40 millions d'améliorations de résultat », indique Alain de Krassny, et 25 % d'économies d'énergie. 10 % de

ces résultats seront distribués aux 1.350 salariés du groupe sous la forme de l'intéressement, à raison de 4.000 euros brut par personne.

Stockage d'éthylène à Fos

Kem One va poursuivre sa politique d'investissement pour, dit-il, être « dans les meilleurs de la classe européenne » dans son secteur. 300 millions vont être investis en quatre ans, en particulier dans la création d'un terminal de stockage d'éthylène à Fos (Bouches-du-Rhône) qui permettra d'être moins dépendant des fournisseurs, ainsi que dans la conversion d'une électrolyse à Fos. Le second effort portera sur la modernisation des installations, en

particulier à Balan et à Saint-Fons, près de Lyon.

A la faveur de ses résultats, Alain de Krassny et OpenGate Capital qui s'étaient associés pour la reprise de toutes les activités de Kem One ont délié leurs participations croisées. L'industriel se retrouve ainsi seul maître à bord de Kem One, le fonds d'investissement contrôlant totalement les activités aval. Alain de Krassny n'entend pas pour autant se désengager des commandes opérationnelles du fabricant de PVC, ses deux fils trentenaires étant encore selon lui « un peu jeunes » pour lui succéder. Pour l'instant, ils font leurs armes dans d'autres sociétés du groupe familial en Autriche. ■

Ceva Santé Animale investit ses usines françaises

NOUVELLE-AQUITAINE

Malgré sa progression, le numéro six mondial de la santé animale continue de viser la place de numéro cinq tout en continuant à se développer en France.

Frank Niedercorn
@FNiedercorn
— Correspondant à Bordeaux

De plus en plus international mais avec la volonté de rester français. Ceva Santé Animale a affiché l'an dernier un chiffre d'affaires de 1,1 milliard d'euros, dont 88 % à

l'international. Une progression de 20 % d'abord liée à plusieurs rachats même si la croissance organique reste forte. Notamment ceux de Hertape et d'Inova au Brésil mais également d'Ebvac en Chine et de Polchem en Inde.

L'Hexagone avec 1.500 emplois sur 5.500 reste une priorité pour le groupe. Né à Libourne, en Gironde, celui-ci voit toutefois son centre de gravité se déplacer vers l'ouest au fil des acquisitions en Bretagne et en Mayenne. La dernière en date étant celle du laboratoire vétérinaire angevin Biovac, spécialiste des traitements alternatifs aux antibiotiques. Hormis le siège de Libourne, dans le Sud-Ouest, les cinq laboratoires et usines sont situés dans l'Ouest. L'ancienne filiale de Sanofi, qui a pris son indépendance en 1999

et a vu sa taille multipliée par neuf, investit chaque année environ 80 millions d'euros sur ses sites industriels, dont une partie en France.

Produits dermatologiques

A Laval où l'entreprise a construit depuis 2014 un campus dédié aux animaux de compagnie autour des activités de Sogeval acquis en 2014, Ceva investit 7,5 millions d'euros supplémentaires avec 3.600 mètres carrés de bâtiments neufs. Un autre établissement destiné à la production de produits dermatologiques sort de terre à Loudéac, en Bretagne.

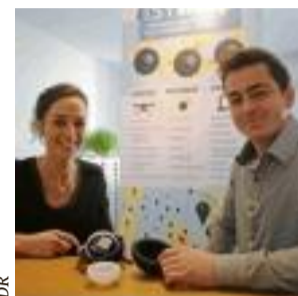
Quant au site historique de Libourne, il voit s'ériger un nouveau site de stockage pour 8,5 millions d'euros. C'est cette usine qui devrait bénéficier d'au moins 20 millions

d'euros d'investissement sur les trois années à venir. « Nous voulons remettre à plat ce site qui en a besoin », reconnaît Marc Prikazsky, le PDG. Pour l'entreprise qui dispose d'un espace contraint, l'objectif sera de gagner de la place sur les zones de parking.

Franchir la barre du milliard d'euros n'a toutefois pas suffi à faire entrer l'entreprise dans le Top 5 mondial. « Le fait de franchir la barre du milliard d'euros nous permet d'investir 100 millions d'euros dans sa R&D. Ce qui nous donne les moyens d'assurer notre développement. Dans le même temps, l'objectif d'entrer dans le club des cinq premiers reste fixé pour 2020 », assure Marc Prikazsky. Un objectif qui pourrait être atteint grâce à la nouvelle vague de fusions dans le secteur. ■

innovateurs

ISYmap crée la balle connectée qui mesure la radioactivité à distance



DR

L'IDÉE ISYMAP

Date de création : 2016
Fondateurs : Marie-Anne Lissandre et Aurélien Ballier
Effectif : 4 personnes
Secteur : nucléaire

Bruno Askenazi

Fondé mi-2016 par deux jeunes ingénieurs, Aurélien Ballier et Marie-Anne Lissandre, ISYmap développe des technologies de mesure et de cartographie à distance pour des sites potentiellement dangereux. Sa première réalisation : une balle connectée, baptisée « GLO-Ball ». Larguée par un drone, elle recueille des données sur la radioactivité d'une zone précise et les transmet, en temps réel, à une application de mesure cartographique. Un premier brevet, en cours d'extension internationale, a été déposé en avril 2017.

Orano (ex-Areva) l'a déjà adoptée pour intervenir en cas

d'urgence sur certaines installations. Et EDF vient de désigner la start-up gardoise parmi les cinq lauréats – sur 156 candidats – d'un grand appel à projets sur le thème de la sécurité nucléaire. Après une phase d'adaptation de la solution aux besoins spécifiques du groupe, ISYmap devrait entamer des tests de terrain. S'ils sont concluants, il pourra envisager des contrats pour la déconstruction d'anciennes centrales, en France et à l'international. Selon Aurélien Ballier, la technologie très modulable peut aussi intéresser la défense ou la sécurité civile, déjà approchées. « La pétrochimie fait également partie des activités ciblées. On peut imaginer un dispositif équipé de capteurs pour la détection de gaz sur des sites pétrochimiques par exemple », explique-t-il.

300.000 euros de prix

Jusqu'à présent, la start-up, située à Bagnols-sur-Cèze, a réussi à financer son développement en étant lauréate de plusieurs concours, dont l'incontournable i-LAB organisé depuis vingt ans par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Environ 300.000 euros ont ainsi pu être mobilisés sans avoir besoin de faire appel à des investisseurs. « Depuis notre création, nous suivons un cycle itératif d'amélioration de notre technologie pour l'adapter à différents environnements », explique Aurélien Ballier. ■

MiMédI vise à réduire le coût des cellules médicamenteuses du futur



DR

LE PROJET MIMEDI

Lancement : février 2018
Nombre de partenaires : 11
Budget : 13,6 millions d'euros
Secteur : bioproduction

Monique Clémens

— Correspondante à Besançon

Les médicaments innovants de demain, dits « médis », seront basés sur l'utilisation de cellules du patient auxquelles on ajoutera de nouvelles propriétés physiologiques, biologiques ou reconstitutionnelles inspirées des processus naturels de l'organisme. Mais les premiers traitements de ce type sont beaucoup trop chers – de l'ordre de 100.000 euros – pour être proposés systématiquement aux patients auxquels ils s'adressent : des personnes souffrant d'un cancer ou d'une maladie inflammatoire en impasse thérapeutique.

Le projet MiMédI, qui vient d'être lancé à Besançon, a pour

objectif d'industrialiser la production de ces médicaments du futur, donc d'en réduire les coûts en supprimant notamment le passage en salle blanche. Il est né d'une double compétence : les sciences de l'ingénieur à l'institut Femto-ST et l'ingénierie cellulaire à l'établissement français du sang de Bourgogne-Franche-Comté, équipé d'une plate-forme de production de thérapies innovantes depuis 2015. MiMédI réunit un consortium de six entreprises locales : Ilsa, Smaltis, Aurea Technology, Diacclone, BioExigence et Med-Inn-Pharma, et de cinq partenaires publics.

« Des automates modulaires »

« Le but ultime, c'est la machine au lit du patient », explique Michaël Gauthier, directeur adjoint de Femto-ST. « Ces médis sont déjà fabriqués sur trois ou quatre plateformes dans le monde, mais nous nous différencierons par le mode de production ». Selon lui, ces autres projets n'ont recours aux robots que pour une ou deux étapes. « Nous visons un travail réalisé en système clos et stérile, de la poche de sang au médicament, avec des automates modulaires. L'idée est d'accélérer l'accès au traitement. » Le projet MiMédI mobilise de 50 à 70 équivalents temps plein. D'une durée de quatre ans, il est doté de 10,2 millions d'euros du fonds européen Feder sur un budget total de 13,6 millions. ■

Les Echos

NETEXPLO

Le coach
DIGITAL

Se digitaliser pour se développer



ABONNEZ-VOUS !

abonnement.lesechos.fr/coachdigital

Des experts de la digitalisation au service des entrepreneurs et des TPE/PME !

- 🔗 S'inspirer
- 🔗 Se lancer
- 🔗 Se former
- 🔗 Être accompagné